GAZA

3 morts et 40 blessés dans des affrontements entre Hamas et Fatah

Trois Palestiniens ont été tués et une quarantaine d'autres blessés hier dans la ville de Gaza dans de nouveaux affrontements entre les forces du Hamas et des militants du Fatah rival, ont rapporté des sources médicales et le mouvement islamiste.

Le Hamas a précisé dans un communiqué qu'un de ses policiers et un membre des Brigades Ezzedine al-Qassam, sa branche armée, figuraient parmi les tués. Le troisième mort n'a pas été immédiatement identifié tandis que le bilan des blessés s'établissait à une quarantaine, selon le directeur général des services d'urgence de la bande de Gaza, Mouawiya Hassaneine. Les violences ont éclaté lorsque les forces du Hamas ont tenté d'arrêter dans le quartier de Choujaïya des membres du clan familial Helis présumés responsables d'un attentat à la bombe du 25 juillet.Cinq membres des Brigades Ezzedine al-Qassam et une fillette de cinq ans avaient été tués dans l'explosion, près d'une plage de la ville de Gaza, qui a aussi fait une vingtaine de blessés. La tension a encore monté hier, quand le Hamas a accusé le Fatah du président Mahmoud Abbas d'avoir enlevé un de ses dirigeants politiques à Naplouse, en Cisjordanie, Mohammad Ghazal. Ce dernier a ensuite été relâché, a déclaré sa famille.

Interrogé par l'AFP, le porte-parole du Hamas à Gaza, Sami Abou Zouhri, a de son côté formellement accusé plusieurs membres éminents de la famille Helis d'être «responsables de l'attentat à la bombe du 25 juillet».«Il y a déjà eu plusieurs arrestations, et il y en aura beaucoup d'autres. Nous avons demandé à la police d'être ferme», a-t-il ajouté.

Il a aussi accusé la famille Helis et d'autres familles qu'il n'a pas nommées «de se retrancher dans un complexe de maisons à Choujaïya, et d'avoir tiré des obus de mortier contre la police du Hamas, ainsi qu'une roquette contre le centre-ville de Gaza, qui n'a miraculeusement pas fait de blessé».

Contacté par l'AFP, Adel Helis, un important dirigeant du Fatah, a démenti.

«Nous n'avons tiré ni roquette ni obus de mortier, et le Hamas commet des crimes», a-t-il dit, précisant avoir demandé à tous les courants palestiniens d'user de leur influence «pour que ces crimes cessent».

Ahmed Helis, autre important dirigeant du Fatah à Gaza, a ajouté que les «forces du Hamas avaient assiégé notre maison et commencé à la bombarder avec des obus de mortier à partir de 5h30 locales (2h30 GMT)» mais a refusé

toute redddition. Le Hamas a accusé le Fatah d'être à l'origine de l'attentat du 25 juillet et a depuis arrêté plus de 300 personnes, pour la plupart membres du Fatah, dans la bande de Gaza.

Un des chefs du Fatah, Ibrahim Aboul Naja, membre du comité exécutif du parti, figurait parmi les personnes arrêtées mais a été relâché hier par le Hamas, selon son fils Wahel. «Il est revenu à la maison épuisé, mais en bonne santé», a-t-il dit à l'AFP.

Un responsable du gouvernement du Hamas à Gaza a aussi annoncé la libération imminente de 10 autres membres du Fatah arrêtés ces derniers jours. Le Fatah a nié toute implication dans l'explosion du 25 juillet, affirmant qu'elle résultait de conflits internes au sein du Hamas. Il a ensuite lancé une vague d'arrestations de membres du mouvement islamiste en Cisjordanie. Les deux mouvements palestiniens sont en conflit depuis le coup de force du Hamas à Gaza en juin 2007 contre le Fatah du président Abbas, qui ne contrôle plus aujourd'hui que la Cisjordanie. Israël craint une reprise des tirs palestiniens de roquettes à la suite de ces tensions, et les services d'urgence des localités limitrophes de la bande de Gaza ont été mis en état d'alerte, selon la radio militaire.

Une trêve des violences entre Palestiniens de Gaza et Israéliens est en vigueur depuis le 19 juin.

AFGHANISTAN

13 civils tués dans un attentat dans le sud

Treize civils, parmi lesquels un jeune marié et son épouse, ont été tués hier dans l'explosion d'une bombe au passage d'un minibus dans le sud de l'Afghanistan, a-t-on appris de source policière.

L'attentat a eu lieu dans le district de Spin Boldak de la province de Kandahar, un bastion de l'insurrection des talibans, à qui les autorités policières ont attribué l'explosion.

«Une bombe posée au bord de la route a explosé au passage d'un minibus transportant un groupe revenant d'un mariage. Treize personnes ont été tuées : le marié, sa nouvelle épouse, dix invités et le chauffeur», a déclaré à l'AFP un responsable local de la police, Abdul Raziq.

Huit femmes, dont la mariée, et deux enfants figurent parmi les victimes, selon lui. Le chef de la police de la province, Mutiullah Khan, avait auparavant fait état de dix morts et six blessés.

«La bombe avait probablement été posée pour viser les forces de sécurité», a-t-il estimé, accusant les «ennemis de l'Afghanistan» - expression qui désigne les talibans - d'être responsables de l'attentat. Les talibans ont lancé une insurrection meurtrière depuis qu'ils ont été chassés du pouvoir à la fin 2001 par une coalition internationale emmenée par les Etats-Unis. Les violences ont redoublé d'intensité depuis près de deux ans malgré la présence de 70 000 soldats de deux forces multinationales, l'une de l'Otan, l'autre sous commandement américain. Des attentats, parfois suicides, visent régulièrement les forces de sécurité afghanes et internationales, mais les civils sont le plus souvent les victimes de telles attaques.

Quelque 1 500 civils ont été tués en 2007 dans des violences dans le pays, selon les Nations unies.

ATTENTAT À LA BOMBE AU PAKISTAN

Six policiers tués

Au moins six policiers ont été tués hier par l'explosion d'une bombe déclenchée à distance près de leur véhicule dans la vallée de Swat, dans le nord-ouest du Pakistan, ont annoncé les services de sécurité.

Cinq policiers ont aussi été blessés, a précisé un membre des services de sécurité parlant sous couvert de l'anonymat.

Les policiers retournaient à leur base après une opération dans le district de Kabal quand ils ont été attaqués, ont précisé les services de sécurité.

Cet attentat survient alors que l'armée pakistanaise a lancé une vaste offensive dans la vallée de Swat après la mort, mardi, de trois responsables des services de renseignement pakistanais et l'attaque d'un poste de contrôle par des talibans.

Depuis le début de l'opération de l'armée pakistanaise, plus de 45 rebelles et 5 soldats ont été tués, selon les autorités.

Les soldats continuaient hier à pilonner les positions présumées des insurgés dans la vallée, faisant plusieurs victimes parmi les civils. Deux personnes ont notamment été tuées vendredi par un obus qui s'est abattu sur leur maison.

Les insurgés ont menacé de mener des attentats-suicide dans tout le pays tant que les militaires ne cesseraient pas leur opération.

L'armée avait déjà lancé en octobre 2007 une vaste offensive dans la région et avait chassé les rebelles de la plus grande partie de la vallée de Swat, une ancienne station touristique.

Les représentants provinciaux du nouveau gouvernement issu des législatives de février avaient signé en mai un accord de paix dans le district de Swat avec ces combattants réputés proches des talibans afghans et d'Al-Qaïda.

Mais cet accord, qui prévoyait notamment le retrait de l'armée et l'introduction dans ce district, en partie, de la Charia, la loi islamique, n'a jamais été réellement mis en œuvre.

KARADZIC

Belgrade a marqué des points

En arrêtant Radovan Karadzic, la Serbie a marqué des points dans l'affirmation de sa volonté européenne, mais la question du général Mladic, qui court toujours, et au-delà celle du Kosovo, entravent les aspirations de Belgrade vers l'UE.

«L'UE voudra davantage de la Serbie que les arrestations» des personnes inculpées par le Tribunal pénal international (TPI) pour l'ex-Yougoslavie, à La Haye, écrit Tomas Valasek, du Centre for European Reform, un centre d'analyses sur l'Europe basé à Londres.

Selon lui, les perspectives européennes de la Serbie «resteront en suspens tant que Belgrade et Bruxelles ne s'entendront pas sur une meilleure façon de coopérer sur le Kosovo».

L'indépendance du Kosovo, proclamée le 17 février, a été reconnue par vingt des 27 pays membres de l'Union européenne, et au total par plus d'une quarantaine de pays dans le monde.

Mais la Serbie s'oppose résolument à cette indépendance, considérant toujours le Kosovo comme l'une de ses provinces. Elle est soutenue dans les arènes diplomatiques internationales, principalement par la Russie.

Manifestation de cette impasse sur le terrain, la mission européenne de policiers et juristes, Eulex, a bien du mal à se déployer au Kosovo, en raison des objections de la Serbie et de la Russie. Il est prévu qu'Eulex soit pleinement opérationnelle à l'automne, alors qu'elle devait initalement relayer dès juin la mission de l'ONU qui administre le Kosovo depuis 1999.

«Les Serbes doivent prendre en considération le fait que 20 des 27 pays de l'UE, à laquelle ils souhaitent adhérer, ont reconnu le Kosovo», déclarait dans une interview récente à l'agence serbe Tanjug le secrétaire d'Etat français aux Affaires européennes, Jean-Pierre Jouyet.

La France assure la présidence de l'UE jusqu'en décembre.

«En tenant compte de l'histoire et de tout ce que le Kosovo représente pour la Serbie, nous ne pouvons à ce stade lui demander de reconnaître le Kosovo», a poursuivi le responsable français.

«Il faut éviter de nous trouver dans la situation où l'on demanderait à la Serbie de faire ce choix. Aujourd'hui, ce n'est pas possible et je comprends les Serbes», a-t-il souligné.

Toutefois, «à la fin du processus» d'intégration de la Serbie à l'UE, «il faudra réexaminer ce point», a conclu le secrétaire d'Etat.

Néanmoins, il «serait bon si nous réussissions à mettre en marche l'accord de stabilisation et d'association, ASA d'ici la fin de l'année», a-t-il prudemment estimé.

Cet accord de coopération, signé en avril entre l'UE et la Serbie et qui représente le premier pas d'importance pour un pays aspirant à rejoindre l'Union, est gelé en attendant la pleine coopération de Belgrade avec le TPI. Belgrade ambitionne de faire partie de l'UE dès 2012.

Le général Ratko Mladic, l'ancien chef militaire des Serbes de Bosnie, dont l'arrestation conditionne la mise en œuvre de l'ASA, est toujours en cavale.

Dragan Bujosevic, un analyste politique, estime que l'UE n'a pas répondu suffisamment au geste qu'a fait Belgrade en direction de l'Europe en arrêtant Karadzic.

Pour lui, le général Mladic, avec les nouvelles autorités pro-européennes de Belgrade, doit aujourd'hui «changer sa manière de se cacher» et «changer également les gens qui l'aident».

Plusieurs analystes serbes ont relevé aussi que le président serbe Boris Tadic avait manifesté avec éclat son engagement européen en envoyant Radovan Karadzic à La Haye et que l'opposition nationaliste se retrouvait aujourd'hui clairement sur la défensive. L'autre geste fort de Belgrade vers l'Europe a été d'ordonner que ses ambassadeurs regagnent leur poste dans les pays de l'Union qui ont reconnu l'indépendance du Kosovo.